



## **CTM du 20 décembre 2017**

### **Déclaration SNUipp-FSU concernant la dotation académique**

Investir dans l'École est rentable pour l'ensemble de la société. C'est une chose que les pays d'égalité économique dont le système éducatif est plus efficace et moins inégalitaire connaissent bien. Pourquoi la France, au vu des différentes enquêtes n'investit-elle pas pour une école ambitieuse et plus équitable ? Cette année encore Pisa nous rappelle qu'il y a toujours un lien entre l'origine sociale et le niveau scolaire et que nous ne progressons pas là où les pays voisins ont trouvé le chemin.

Notre système scolaire est un des plus inégalitaires, et propose le redoublement comme réponse à la difficulté scolaire.

Bien sûr, on nous rétorquera que l'on donne plus à ceux qui ont moins en illustrant du dispositif CP à 12. D'une part ce dispositif a été financé au détriment des plus de maîtres, du remplacement, des nécessaires ouvertures de postes classes ou RASED, mais surtout ça ne saurait être l'alpha et l'oméga d'une politique en direction de tous les élèves qui rencontrent des difficultés.

Pour le SNUipp il s'agit de n'oublier aucun enfant au bord de la route et de permettre à tous de réussir en leur en donnant les moyens. Pour s'améliorer, les incantations ne suffisent pas.

Les chiffres de la scolarisation des 2 ans vont à rebours des recommandations de l'OCDE visant une continuité éducative dans la scolarisation précoce. En REP+ il passe de 23 à 22%, en REP il s'établit à 19% et à 10% hors REP. Le manque de moyens affectés à cette scolarisation engendre de plus un faible nombre de dispositifs spécifiques moins de 3 ans. Quant aux classes maternelles, les conditions de scolarisation ne sont pas optimales notamment parce que les effectifs sont bien trop importants.

En revanche on note une hausse de scolarisation des moins de 3 ans (+16% soit 294 enfants en plus) dans les écoles Hors Contrats, ce qui doit nous interroger à plus d'un titre. Notre ministère doit être vigilant au développement d'écoles Montessori ou d'écoles « espérances banlieues » dont la philosophie comme les enseignements peuvent être de faible qualité voir dans certains cas préjudiciables à l'enfant. Nous demandons un état des lieux de la situation.

Réussir l'école inclusive suppose des moyens : l'aide apportée aux enseignants qui ne trouvent pas dans la pédagogie les réponses aux besoins de leurs élèves inclus est notoirement insuffisante.

Les moyens pour scolariser les élèves allophones manquent ; il n'y a pas suffisamment d'UP2A. En cause aussi le déficit de personnels médico-sociaux dans l'école : infirmières ou assistantes sociales.

Il est urgent d'apporter une attention particulière à la formation des enseignants. Nous savons que tous les pays dont on vante les progrès ont financé de la formation à leurs enseignants : Qu'attend le ministère pour investir massivement dans une formation de qualité croisant l'expertise des enseignants avec tous les apports de la recherche en éducation ?

Il s'agit aussi de renforcer le remplacement et porter une attention particulière à la scolarisation en milieu rural. Il faut réfléchir à des réponses adaptées différenciées selon chaque territoire. Faire d'un type d'organisation un modèle qui s'appliquerait à tous risque au contraire de dégrader le tissu du réseau et la qualité des écoles rurales.

Si certaines situations comme en Seine-Saint-Denis avaient été améliorées grâce à des dotations importantes, un ralentissement de ces compensations dégraderait une situation déjà très fragilisée. C'est ce que les collègues ont exprimé le 14 décembre dernier. Il s'agit de porter une attention particulière pour tous les secteurs sensibles sans que cela ne se fasse au détriment d'autres.

Nous serons vigilants à la redéfinition de la carte de l'Education Prioritaire. Nous demandons à y être associés.

Créer les conditions de la réussite scolaire, lutter contre les inégalités scolaires ne sont pas un problème de ressources, mais bien de choix politique. Il était possible, par exemple, d'affecter les sommes dégagées aux bénéficiaires des plus riches en réformant l'ISF ou la fiscalisation de dividendes à des dépenses socialement utiles et profitables à tous.

Sans compter que, ce que nous ne consacrons pas à l'école aujourd'hui, peut se révéler un coût énorme pour demain.